

alternatives

LE JOURNAL

VOL.10 • NO.1 / SEPTEMBRE 2003

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA



Scène d'une ruelle du centre de Bagdad. « Tout ce que les Irakiens espèrent pour l'instant, c'est le retour à des conditions de vie décentes », affirme Issam al-Khafaji.

« Le peuple irakien est en train de payer le prix de la stratégie américaine », affirme en entrevue téléphonique le professeur d'économie politique à l'Université d'Amsterdam, M. al-Khafaji. Celui-ci était, jusqu'en juillet dernier, membre du Conseil irakien de reconstruction mis sur pied par les États-Unis après la chute de Bagdad pour encadrer l'après-Saddam. Mais son implication dans cette reconstruction s'est rapidement avérée différente de ce qu'il avait envisagé. Il a remis sa démission, il y a un peu plus d'un mois.

« On ne nous a pas donné la chance d'agir en tant que véritables conseillers dans le processus de transition », explique le professeur. Les États-Unis ne sont pas prêts à écouter les Irakiens. C'est une des raisons principales pour lesquelles j'ai démissionné, pour ne pas participer à la mascarade qui se déroule présentement. » Il considère que le président Bush est à la tête de « l'administration américaine la plus agressive de l'histoire moderne des États-Unis ».

Pendant son mandat, M. al-Khafaji a été à même de constater les dissensions qui règnent au sein de l'administration Bush. « Les intérêts des Américains en Irak sont multiples, à commencer par toutes ces multinationales qui sont déjà sur place pour assurer la privatisation des services publics. Il faut que le peuple irakien parvienne à se frayer un chemin parmi les intérêts américains. »

Sur le terrain

Pendant ce temps, sur le terrain, les opérations de guérilla se multiplient à mesure que les soldats

Le désordre irakien vu de l'intérieur

La situation en Irak se dégrade de jour en jour. Les confrontations meurtrières entre les forces d'occupation et la population irakienne se multiplient. L'attentat perpétré contre le siège des Nations unies à Bagdad, la semaine dernière, n'a fait que révéler davantage ce désordre généralisé. S'ils ne rectifient pas rapidement le tir, les Américains risquent de perdre le pari de la reconstruction, estime Issam al-Khafaji, démissionnaire irakien du groupe d'experts envoyés en Irak par l'administration américaine pour faire une évaluation de l'après-guerre.

américains cumulent les bavures. Selon le professeur, l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, a commis « la pire erreur qu'une armée d'occupation puisse faire » en mettant à pied les 400 000 militaires et paramilitaires qui avaient servi le régime de Saddam. Ces hommes, entraînés et maintenant en colère, se retrouvent à la rue avec leur famille. « C'est ce qui a contribué, en partie, à créer ce bourbier », affirme-t-il. Sous le régime du dictateur, l'armée irakienne employait près de 10 % de la population.

Malgré une escalade des affrontements armés entre forces occupantes et Irakiens, M. al-Khafaji refuse toutefois de parler d'une résistance généralisée. « Si on était en présence d'une véritable résistance populaire, il y aurait beaucoup plus de morts, la situation serait encore plus

dramatique. Pour l'instant, il y a eu plusieurs incidents, mais toujours isolés – exception faite de l'attentat de la semaine dernière. »

Il soutient qu'il est encore trop tôt pour se prononcer sur cet attentat contre le siège des Nations unies qui a fait plus de 20 morts à Bagdad, il y a une semaine. Il refuse d'y voir un lien direct avec la « résistance irakienne ». « La résistance n'a rien à voir avec le fait d'être capable de faire exploser un édifice. Oui, la majorité des Irakiens est en désaccord avec l'occupation américaine. Mais il est faux d'affirmer que la majorité est prête à résister. On n'en est pas encore là. »

Quel futur pour l'Irak ?

Le 6 juillet, Paul Bremer annonçait la création du Conseil de gouvernement transitoire doté de pouvoirs exécutifs sur lesquels il conserve un droit de veto. Les 25 membres,

choisis par la coalition américaine, sont censés représenter les diverses tendances politiques irakiennes. Selon les informations obtenues par M. al-Khafaji, les membres de ce nouveau conseil ont été avisés dès le départ par les Américains qu'ils n'auraient pas de droit de regard sur certains aspects de gouvernance nationale comme la défense, les affaires étrangères et le pétrole.

Cette nouvelle instance a été accueillie plutôt froidement par la population irakienne. Selon un sondage rendu public le 6 août par le Centre irakien de recherche et d'études stratégiques de Bagdad, seulement 32 % des Irakiens sont optimistes vis-à-vis des capacités de ce conseil à construire un avenir meilleur pour leur pays. Mais avant même de s'interroger

à savoir si cette instance pourra éventuellement servir les intérêts du peuple irakien, il faut d'abord résoudre la situation de crise à laquelle est confrontée la population, estime l'expert.

Les gens vivent dans des conditions très difficiles, puisque les services de base sont loin d'être assurés. « Tout ce que les Irakiens espèrent pour l'instant, c'est le retour à des conditions de vie décentes. C'est après avoir comblé ces besoins essentiels que les Irakiens pourront travailler à mettre en place de véritables forces démocratiques. Mais pour l'instant, l'Irak est dans le chaos le plus complet. »

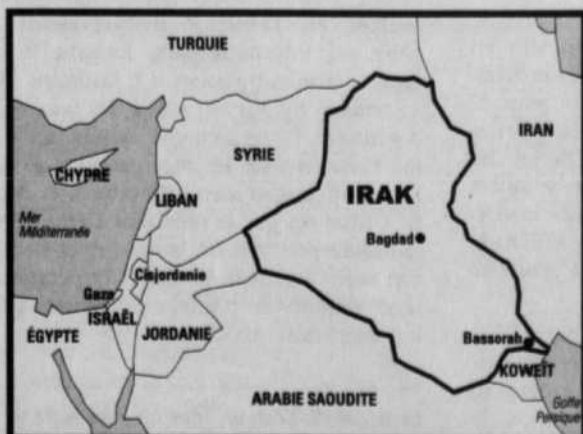
Une autre bataille à gagner

Les États-Unis, après la victoire militaire, sont donc loin d'avoir gagné l'autre bataille, celle de la reconstruction. Une situation qui rejoint les préoccupations de ceux qui s'étaient élevés contre les projets de l'administration Bush en Irak, l'accusant de ne pas avoir de plan défini pour encadrer l'après-Saddam.

« Le vrai défi est maintenant de gagner l'adhésion des Irakiens à un nouveau projet qui permettrait le retour à la normalité et à la souveraineté nationale, conclut Issam al-Khafaji. Pour y arriver, les Américains doivent maintenant laisser la place aux Irakiens. »

Daphnée Dion-Viens,
coordonnatrice et rédactrice,
journal Alternatives

Repères L'Irak après Saddam



- **20 mars** : Début des bombardements américains sur Bagdad.
- **9 avril** : Les forces américaines pénètrent dans le cœur de Bagdad. La dictature de Saddam qui durait depuis 24 ans s'effondre dans le chaos et le pillage.
- **15 avril** : L'opposition irakienne se réunit pour la première fois en Irak sous l'égide des États-Unis. Les manifestations contre l'occupation américaine se multiplient à Bagdad et dans d'autres villes du pays.
- **1^{er} mai** : Fin officielle des opérations de guerre. Washington choisit Paul Bremer pour le poste d'administrateur civil de l'Irak d'après-guerre.
- **22 mai** : Le Conseil de sécurité des Nations unies vote la levée de toutes les sanctions internationales imposées à l'Irak depuis 13 ans, sauf l'embargo sur les armes, et octroie aux forces d'occupation américano-britanniques un large contrôle de l'économie et de l'avenir politique du pays.
- **23 mai** : Dissolution des forces armées irakiennes et réorganisation de plusieurs ministères par l'administration provisoire américaine.
- **6 juillet** : Paul Bremer annonce la création du Conseil de gouvernement transitoire doté de pouvoirs exécutifs sur lesquels il conserve un droit de veto.
- **23 juillet** : Un rapport d'Amnistie internationale dresse un bilan accablant de la situation des droits humains en Irak, après plus de 100 jours d'occupation par les troupes américaines et britanniques, de plus en plus contestées et cibles d'attaques d'une résistance armée.
- **5 août** : Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution qui approuve l'établissement du Conseil de gouvernement transitoire de l'Irak, mais sans le reconnaître explicitement comme le souhaitent les États-Unis.
- **9 août** : Le président américain George Bush confie la direction et la privatisation du secteur public en Irak à Thomas Foley, un homme d'affaires ayant recueilli d'importants fonds pour sa campagne électorale, mais qui se défend de tout favoritisme.
- **19 août** : Un attentat au camion piégé contre les quartiers généraux des Nations unies à Bagdad fait plus de 20 morts.

L'Iran pris au piège de l'idéal démocratique

Vingt-cinq ans après le renversement du régime pro-américain du chah Mohammed-Reza Pahlavi, la révolution islamique a cédé sa place au despotisme clérical. Le meurtre de Zahra Kazemi, la photographe canadienne d'origine iranienne, n'a fait que révéler les failles du système à l'opinion internationale. La colère grande et certains demandent même la démission de l'actuel président.

Portée au pouvoir en 1979 par d'immenses manifestations populaires, la coalition de religieux se réclamant de l'ayatollah Khomeini, formée de progressistes et de démocrates, n'a pas fait long feu. Les forces religieuses, mieux organisées, se sont installées durablement à la tête de l'État, aidées par l'occupation de l'ambassade américaine, en novembre de cette même année.

Certains des révolutionnaires, inspirés par la révolution constitutionnelle inachevée de 1906, n'ont jamais abandonné leurs principes liés à la création d'un régime inspiré de celui fondé par le prophète Mohammed, modèle de la « démocratie islamique ».

C'est ainsi qu'en 1997, ce courant réformateur s'est inséré dans la dynamique politique par le biais de Mohammed Khatami, qui a emporté les élections présidentielles avec une forte majorité. C'était l'aube d'un jour nouveau pour les Iraniens, après 18 ans de pouvoir clérical incarné par le Guide suprême, Ali Khamenei, héritier illégitime de Khomeini, érigé en autorité « absolue » par décision du Parlement, alors contrôlé par les siens.

Tout allait donc changer. Une presse libre devait mener les citoyens à la liberté politique. Mais en guise de réponse, le pouvoir judiciaire – redevable au Guide suprême – s'est employé à museler les médias contestataires qui s'acharnaient à révéler scandales et histoires sordides de corruption, impliquant les amis et parfois les tenants du pouvoir. Suppressions de titres, arrestations de journalistes : tous les moyens ont été utilisés pour faire comprendre à la population et aux « réformateurs » qu'ils ne possédaient qu'un simulacre de pouvoir.

Après les élections législatives de 2000, les députés élus ont été contraints de retirer leur premier projet de loi visant à promouvoir la liberté de la presse, sous les menaces du Guide. Humiliation programmée de la première instance démocratique du pays. « Vous savez, notre gouvernement n'a pas plus de pouvoirs qu'une grande ONG », nous confiait Massoumeh Ebtekar, ministre de l'Environnement et vice-présidente de la République.

Dans la mire des États-Unis

À la suite des attaques du 11 septembre, l'Iran s'est retrouvé inclus dans l'axe du mal » du président Bush. La politique de « changement de régime » opérée à l'égard de l'Irak serait appliquée tôt ou tard à la République islamique, laissait-t-on entendre.

Le camp monarchiste iranien, bien installé aux États-Unis, propose le « jeune chah » Reza Pahlavi comme solution de rechange. De leur côté, les moudjahidines du peuple, installés en Irak où ils ont longtemps accompli les sales besognes de Saddam Hussein, tentent de s'ériger comme le gouvernement futur des Iraniens, avec la complicité des néoconservateurs à Washington.

Pendant ce temps, en Iran, le mécontentement est grandissant. La politique économique du régime, inspirée par les recettes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, conduit à des inégalités galopantes. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail au rythme de 800 000 par année se voient privés d'avenir. Il n'y a pas d'emplois, donc peu d'espoir de fonder une famille. Dans les universités, la moindre étincelle provoque des manifestations qui tournent à l'émeute et au désespoir. D'autres, moins contestataires, choisissent le chemin de l'émigration.

Société censée être régie par les normes religieuses, l'Iran islamique est désormais en proie à une décomposition lente qui en rongé les fondements. Les enfants de la révolution sont en révolte ouverte contre elle. La prostitution, autrefois invisible, est omniprésente. Les dirigeants, derrière les murs de leurs domaines luxueux, sermonnent la population qui leur répond avec un dédain sourd.

Démision controversée

La mode à Téhéran ces jours-ci est de réclamer la démission du président Khatami, comme l'a fait récemment le philosophe Abdolkarim Sorouch. Khatami serait incapable de réaliser son programme. Il n'a pas su défendre ses collègues, notamment les étudiants, journalistes et membres de groupes politiques alliés, contre les arrestations arbitraires, la torture et les assassinats politiques pratiqués par le pouvoir. Il doit partir.



Militants armés devant l'ambassade des États-Unis à Téhéran, en novembre 1979. La coalition de progressistes et de démocrates, dirigée par l'ayatollah Khomeini, n'aura pas réussi à s'installer durablement à la tête de l'État. Elle a été écartée par les forces religieuses quelques mois plus tard.

Ce projet ne fait pas l'unanimité. Qui prendra sa place ? Qui protégera un tant soit peu les acquis du mouvement de la réforme ? Car il faut bien dire que ce mouvement est aussi en quelque sorte la création du président, qui a suscité des espoirs qu'il ne pouvait combler.

La démission de Khatami ferait, à coup sûr, le jeu des États-Unis. La création de l'« axe du mal » a renforcé le pouvoir de la caste clérical. Une aubaine pour Washington, qui voudrait empêcher à tout prix qu'une démocratie autre que celle calquée sur le modèle américain ne s'installe au Moyen-Orient.

En Iran, la démocratie en devenir qui se voulait islamique est doublement victime : de l'incapacité de ses propres stratèges à la faire avancer, et, pire encore, de l'alliance de circonstances entre les despotes du régime de Khamenei et les ténors du régime de Bush. Alliés d'aujourd'hui, maîtres de demain : le but ultime de Washington sera de faire revenir l'Iran dans le giron américain. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons.

Fred A. Reed, journal Alternatives

L'auteur est journaliste et a rédigé plusieurs ouvrages sur l'Iran et le Moyen-Orient.

QUELQUES DATES...

- 1^{er} février 1979 : Retour en Iran de l'ayatollah Khomeini, à la tête du mouvement révolutionnaire islamique.
- 1^{er} avril 1979 : La République islamique est proclamée par Khomeini qui devient le Guide suprême, chef de l'État.
- 22 septembre 1980 : L'armée irakienne attaque l'Iran.
- 2 octobre 1980 : Le conservateur Ali Khamenei est élu à la présidence de la République. Il devient ainsi le chef du gouvernement et sera réélu en 1986.
- Juillet 1988 : Fin de la guerre avec l'Irak.
- 3 juin 1989 : Mort de l'ayatollah Khomeini. Ali Khamenei lui succède comme Guide suprême.
- Mai 1997 : Élection à la présidence de la République du réformateur Mohammed Khatami.
- Février 2000 : Victoire des réformistes aux élections législatives.

Le prix de l'or noir au Tchad

Écoles fermées pour manque de personnel, inflation frisant les 300 %, liberté syndicale abolie, risques environnementaux sous-estimés... La liste de doléances des citoyens tchadiens ne cesse d'augmenter concernant le méga-projet pétrolier Tchad-Cameroun. Exécutée par un consortium dirigé par Esso, la construction de cet oléoduc a pourtant été financée par un programme de « réduction de la pauvreté » de la Banque mondiale. Portrait du plus important projet pétrolier en cours sur le continent africain.

Le Tchad, pays enclavé du nord de l'Afrique centrale, fait maintenant partie du très sélect club des pays producteurs de pétrole. Depuis le 15 juillet, l'or noir a commencé à jaillir, au prix d'un endettement de 3,7 milliards de dollars US, le tout financé par la Banque mondiale dans le cadre d'un programme de développement durable. Ce méga-projet a nécessité le forage de 300 puits et la construction d'un oléoduc, récemment achevée, qui traverse le Tchad du nord au sud et assurera le transport du brut jusqu'au terminal de Kribi, situé près des côtes camerounaises.

Le Tchad pourra bénéficier des retombées de la vente du pétrole, qui atteindra jusqu'à 250 000

barils par jour au cours des 30 prochaines années. Des revenus considérables pour ce pays classé par les Nations unies au 165^e rang mondial (sur 175) selon l'indice de développement. Avec 64 millions de dollars US par année, les puits doubleront les revenus actuels du gouvernement tchadien.

Toutefois, plusieurs organisations de la société civile tchadienne s'inquiètent déjà du manque de transparence de la part du gouvernement, de la Banque mondiale et du consortium exploitant les puits – formé des multinationales Esso-ExxonMobil, Petronas, et ChevronTexaco – dans l'exécution du projet. « Impossible de connaître comment les soi-disant 'projets de réduction

de la pauvreté' seront mis en place – et surtout, de quelle façon. Une fois la dette remboursée, les revenus seront accaparés par le gouvernement tchadien », craint Baldal Yanko, porte-parole de la Commission permanente pétrole N'Djaména (CPPN), composée d'activistes et de chercheurs indépendants qui surveillent de près ce projet.

Des lendemains difficiles

Les impacts de ce projet se font déjà durement sentir du côté de l'inflation des prix, qui affecte particulièrement les populations autochtones de la région de Doba, située au sud du Tchad. Dans un rapport publié récemment par le Réseau des commissions permanentes pétrole du Tchad, on constate une inflation de 300 % des prix de commodités de base, incluant la nourriture, le logement et le transport.

« Aucune mesure n'a été prise par le gouvernement pour tenter d'atténuer l'impact de cette inflation sur les populations locales », peut-on lire dans ce rapport.

La région de Doba souffre également de l'exode professionnel qui découle de la mise en chantier de ce méga-projet. De nombreux professeurs ont quitté leur emploi, préférant aller travailler à la construction des puits et de l'oléoduc pour profiter des salaires élevés offerts par le consortium pétrolier. Environ 640 écoles seraient touchées, dont une quarantaine qui ont dû fermer à cause du manque de personnel. Dur coup pour un pays où le taux de scolarisation au niveau primaire dépasse difficilement les 50 %.

Lorsque les travaux majeurs ont pris fin en juillet 2003, des milliers de travailleurs tchadiens ont été licenciés, sans qu'aucun plan de réinsertion sociale ne soit mis en place par le gouvernement. Depuis le début du projet, les employés qui voulaient instaurer un syndicat avaient été rapidement renvoyés. « Le consortium ne respecte pas le Code du travail du Tchad : c'est une zone franche, aucune liberté syndicale n'est reconnue », souligne M. Yanko.

De plus, les études effectuées par le GRAMP/TC (Groupe de recherches alternatives et de monitoring du projet pétrole Tchad-Cameroun) soulignent qu'en matière de transparence, de réduction de la pauvreté et d'environnement, le consortium ne respecte même pas les règles

établies par la Banque mondiale elle-même. En cas de déversement accidentel, par exemple, aucun plan d'urgence n'a été élaboré, contrairement à ce qu'exige l'institution internationale.

Plusieurs centaines de personnes ont aussi été expropriées pour faire place à cet oléoduc, sur un corridor de 7 500 km². Le système de compensations financières pour les expropriés est bourré d'inégalités, en plus d'avoir renforcé le pouvoir non démocratique des chefs traditionnels. Ils ont été choisis par l'État pour organiser le système de redistribution des compensations financières et en profitent pour s'octroyer 10 % sur le montant de chaque compensation.

Détournement de fonds

Plusieurs observateurs craignent aussi la mainmise du président Déby sur les énormes revenus qui seront engendrés par ce projet. Les représentants de la Banque mondiale ont déjà reconnu que la première partie du prêt, une enveloppe de 16 millions de dollars US, a été utilisée par le président pour acheter des armes, entraînant une forte militarisation

de la région des puits.

Le règne du président Idriss Déby est tristement reconnu pour être aussi peu démocratique que celui de son prédécesseur, Hissène Habré, comme en témoigne sa prise de pouvoir par la force en 1990. Déby s'est ensuite facilement octroyé les premières élections de 1996 – puis les deuxièmes – qui se sont déroulées en l'absence d'observateurs nationaux ou internationaux, laissant le champ libre à la manipulation des bulletins de vote. « Certaines régions ont voté à des taux de 220 % des inscrits ! » se rappelle Ndjibé, un militant qui travaille avec les organisations paysannes. Pourtant, malgré ces enfreintes à la démocratie commises par le président Déby, la Banque mondiale poursuit son méga-projet en partenariat avec ce gouvernement et la population attend toujours les retombées positives promises lors de sa mise sur pied.

François L'Écuyer, journal Alternatives

L'auteur est chargé de projets pour l'Afrique à Alternatives.



Au Tchad, de nombreux professeurs ont quitté leur emploi, préférant travailler à la construction de l'oléoduc afin de profiter des salaires élevés offerts par le consortium pétrolier. Une quarantaine d'écoles ont dû fermer leurs portes.

Lorsque la vie ne tient qu'à un prix

À quelques semaines de l'ouverture de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun, les négociations sont toujours dans l'impasse. En plus de l'épineux dossier des subventions agricoles, l'accès aux médicaments essentiels demeure un enjeu prioritaire pour les pays en développement. Alors que les engagements pris lors de la rencontre de Doha sont remis en question, les gouvernements du Sud tenteront une fois de plus de se faire entendre à la table des négociations, afin que la santé publique l'emporte sur les intérêts commerciaux.

À l'origine du litige, une entente qui limite la production de médicaments génériques. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (mieux connu sous le nom de l'Accord sur les ADPIC) oblige tous les pays membres de l'OMC à adopter une loi qui protège les brevets pendant 20 ans, créant ainsi un monopole sur la fabrication et la vente d'un produit trop souvent hors de prix. Chaque année, 14 millions de personnes meurent des suites de maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, faute d'avoir accès à des médicaments à prix abordables.

Il existe présentement plusieurs disparités dans l'application des brevets à l'échelle internationale. Le même médicament pour guérir la pneumonie, par exemple, coûte 20 dollars US au Kenya et seulement 0,70 dollars US en Thaïlande. Selon Gerry Barr, directeur-général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), l'un des buts de l'Accord sur les ADPIC est justement de réglementer de façon à établir un cadre commercial commun plus restrictif pour tous les pays membres de l'OMC, « ce qui aura pour effet de limiter encore plus l'accès aux médicaments dans les pays pauvres qui n'en produisent pas ».

En effet, l'Accord sur les ADPIC renferme une clause qui permet l'importation de médicaments génériques pour des motifs de santé publique – grâce à des « licences obligatoires » – mais uniquement dans les pays où le médicament en question est déjà fabriqué. Rejoint au téléphone, le Dr Bernard Pécoul, directeur de la Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels de Médecins sans frontières (MSF) à

Genève, rappelle que « ce sont les populations des pays qui en ont le plus besoin qui ne peuvent se prévaloir de cette clause ».

De Doha à Cancun

Devant la menace que représente l'Accord sur les ADPIC, les pays en développement avaient fait front commun lors de la dernière conférence ministérielle de l'OMC à Doha, en novembre 2001, afin de s'entendre sur des conditions qui permettraient aux États de passer outre les brevets en matière de santé publique. La déclaration finale, qui affirme clairement que l'Accord sur les ADPIC « n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les [pays] membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique », a été considérée comme un premier pas dans la bonne direction.

Reconnaissant les difficultés des pays pauvres qui ne fabriquent pas de médicaments à se prévaloir des licences obligatoires, la déclaration stipulait aussi que le comité de négociation avait pour mandat de trouver une solution rapide à ce problème avant la fin de 2002.

Or, depuis, c'est l'impasse. Le Dr Pécoul parle même d'un « recul » dans l'état des négociations : « La déclaration politique de Doha était extrêmement claire. Cet engagement devait être traduit en mesures concrètes qui n'ont toujours pas été prises. On tente même de réduire la portée de cette déclaration. »

Peu de temps après Doha, les négociateurs ont tenté de limiter à une liste restreinte les maladies pour lesquelles l'importation de médicaments génériques serait possible. Une manœuvre que condamne fortement Médecins sans frontières. Selon l'organisation, la plupart



Chaque année, 14 millions de personnes meurent des suites de maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, faute d'avoir accès à des médicaments essentiels.

des maladies importantes qui touchent principalement l'Afrique, pour lesquelles il existe des médicaments sous brevet, ont été exclues. De plus, « la quasi-totalité des maladies "agréées" dans cette liste sont celles pour lesquelles il n'existe pas de traitements médicamenteux ou pour lesquelles les traitements existants ne sont déjà plus protégés par des brevets. Cette tentative flagrante de protéger les intérêts des sociétés pharmaceutiques occidentales contribuera à maintenir les médicaments essentiels hors de portée des populations des pays en développement », peut-on lire dans le document de MSF, La Déclaration de Doha remise en question.

Un rapport de forces inégal

Le directeur du CCCI explique cette tentative par le rapport de force inégal à la table des négociations. « Les pays du Sud font leur possible pour s'affirmer et participer aux discussions, mais c'est très difficile de faire le poids contre la puissance économique des pays industrialisés. » Il rappelle que lors des négociations, les pays en développement sont « en visite » puisqu'ils participent seulement aux grandes conférences ministérielles, exclus des rencontres de travail qui se sont déroulées entre autres à Sydney, Tokyo et Montréal, à la fin juillet.

Plusieurs s'empressent aussi de dénoncer la politique de « deux poids, deux mesures » appliquée par certains pays industrialisés. « Lorsque les États-Unis et le Canada craignaient la maladie du charbon [Anthrax] en 2001, ils se sont empressés de contourner la législation pour importer des médicaments génériques du Cipro, alors qu'ils interdisent aux pays en développement de faire la même chose », s'indigne le Dr Pécoul.

Lors de la prochaine rencontre de l'OMC qui aura lieu au Mexique, un nouveau joueur pourrait venir modifier le rapport de forces entre les pays du Nord et du Sud. Selon Gerry Barr, « la Chine, devenue membre en décembre 2001, est une économie importante qui, comme l'Inde et le Brésil, a intérêt à s'affirmer dans le dossier de l'accès aux médicaments essentiels. Il faut absolument parvenir à mettre sur pied des mesures concrètes pour mettre en œuvre la Déclaration de Doha. On ne demande rien de nouveau, simplement de respecter ces engagements. »

À suivre, lors de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC qui se déroulera à Cancun, du 10 au 14 septembre 2003.

Daphnée Dion-Viens, coordonnatrice et rédactrice, journal Alternatives

De l'autre côté du mur

Quelques jours avant l'attentat qui a fait plusieurs morts à Jérusalem la semaine dernière, les habitants des quartiers orientaux de Jérusalem-Est apprenaient qu'ils allaient être expropriés en raison de la construction du « mur » qui doit séparer Israël des territoires palestiniens. Cinquante mille Palestiniens de Cisjordanie se retrouveront ainsi du côté israélien de la clôture, alors que leurs familles, leurs lieux de travail et les écoles de leurs enfants seront de l'autre côté.



Les enfants de Jamal Said Othman, devant le « mur » qui a récemment été construit à 20 mètres de leur maison. La famille Othman vit maintenant en zone militaire et la cour arrière remplie d'oliviers a été remplacée par les fils de fer barbelés.

Il s'agit là du dernier avatar de la construction de ce qu'on appelle en Israël la « clôture de séparation ». Mais la situation n'a rien d'exceptionnelle. Elle est tout à fait identique à ce qui se passe présentement dans les régions de Tulkarem, de Qalqilya, de Jénine. En fait, c'est la même histoire qui se répète tout le long du tracé de ce gigantesque projet destiné à enterrer l'idée d'un État palestinien indépendant sur les territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Contrairement à ce qu'ont affirmé les initiateurs de ce plan, le mur n'a rien à voir avec la sécurité – la preuve étant l'embuscade survenue il y a deux mois sur l'autoroute trans-Israël, près de Qalqilya, là où le mur est le plus haut et soi-disant le plus efficace, et l'attentat de la semaine dernière à Jérusalem.

Le mur d'Ariel Sharon a un objectif majeur : délimiter des bantoustans qui doivent servir d'État palestinien. Soit quatre à six cantons, séparés les uns des autres, sur environ 50 % des Territoires occupés depuis juin 1967, c'est-à-dire sur 10 % environ de la Palestine historique.

Cette nouvelle offre israélienne n'est évidemment pas gratuite : pour

avoir droit à cet « État », l'Autorité palestinienne doit non seulement mettre fin aux actions armées, mais aussi liquider toutes les formes d'opposition politique, qu'elles soient islamistes ou non. C'est en quelque sorte une véritable guerre civile que

Le gel total de toute forme de colonisation, dont, évidemment, la construction du mur, est le seul moyen qui permettrait de revenir à une trêve attendue tant du côté palestinien qu'israélien.

le gouvernement Sharon exige du premier ministre palestinien Mahmoud Abass, ce à quoi ce dernier s'oppose fermement, comme l'avait fait avant lui Yasser Arafat.

Qu'à cela ne tienne. Pour les membres du gouvernement israélien, si Abass ne répond pas à leurs attentes, il subira le même sort que son prédécesseur : une campagne mensongère de délégitimation internationale et sa mise à l'écart de l'arène politique. On tentera alors d'imposer une personne plus fiable et plus docile. À Washington et à Tel-Aviv, on lorgne déjà en direction du nouveau responsable palestinien de la sécurité, Muhammad Dahlan.

La trêve en lambeaux

Une chose est certaine : on ne pourra imposer au peuple palestinien la capitulation, sans la création de ces bantoustans, avec un véritable bain de sang. L'attentat de la semaine dernière et la fin de la trêve des violences annoncées par le Hamas et le Jihad islamique en sont la preuve. Car si les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sont épuisés par bientôt trois années de répression militaire, ils ne sont pas pour autant pacifiés.

La feuille de route oblige les Israéliens à négocier une solution, mais maintenant, tout indique qu'elle ne fera pas long feu. Pour Ariel Sharon et l'armée coloniale, la capitulation reste l'objectif. Les assassinats ciblés, les incursions dans les villes palestiniennes et, surtout, la poursuite de la colonisation (entre autres, par les expropriations liées à la construction du mur) sont autant de moyens qui ont poussé les Palestiniens à mettre fin à cette trêve unilatérale annoncée il y a maintenant sept semaines. Les attentats qui se multiplient à nouveau ne sont pas le résultat des violations systématiques de la feuille de route par Israël, mais bien le but de ces provocations.

Plutôt que de se disputer sur la valeur plus ou moins douteuse de la feuille de route, le mouvement de solidarité international doit exiger qu'Israël respecte chaque détail de ce à quoi l'État juif s'est engagé dans ce plan de paix. En haut de la liste, le gel total de toute forme de colonisation, dont, évidemment, la construction

du mur. C'est le seul moyen qui permettrait de revenir à une trêve dont les Palestiniens ont besoin, et qui est aussi attendue par une partie importante de la population israélienne. Sur cette base, des négociations pourraient reprendre et la paix redeviendrait ainsi un objectif crédible.

Michel Warschawski, correspondant à Jérusalem, journal Alternatives

L'auteur, Israélien, est journaliste et militant pour la paix en Israël et en Palestine.

En direct du Pakistan

QUETTA, ÉTÉ 2003 – Quelque temps après l'attaque du Hazara Imam Bargah, une mosquée chiite du centre de la capitale de la province du Baloutchistan, au sud-ouest du Pakistan, à environ 60 kilomètres de la frontière afghane.

Sur le sol et les murs de la mosquée, on aperçoit encore les traces laissées par l'attentat. Les vitres transpercées par les balles. Puis, une montagne de chaussures pêle-mêle, des cartes d'identité, des photos, des effets personnels. Et les tapis de prière tachés de sang.

Rehman, un jeune étudiant en informatique qui, lors des événements, a réussi à trouver refuge derrière une colonne en marbre, relate les incidents de cette journée sanglante : « C'était vendredi, à l'heure de la prière de la mi-journée qui, dans la semaine, rassemble le plus grand nombre de fidèles. Il y avait quelque 2 000 personnes. Trois hommes se sont introduits dans la mosquée, ont lancé des grenades et ouvert le feu sur la foule. L'attaque a fait plus d'une cinquantaine de morts et autant de blessés. S'ils avaient réussi à faire déflagrer toutes les bombes... soupirez-t-il. Je n'ose même pas imaginer le bilan. »

Puis, quelqu'un me présente un tract retrouvé dans un séminaire sunnite, distribué à la grandeur du pays, où l'on peut lire : « Les chiites ne sont pas des musulmans, alors traitons les comme des non-musulmans. » Exemple de la propagande haineuse que distillent certains milieux religieux.

Depuis la seconde moitié des années 1990, les violences communautaires entre sunnites et chiites ont déchiré le pays. Pour la province du Baloutchistan, reconnue jusqu'ici pour sa tolérance, de tels actes de violence sectaire constituent un phénomène nouveau. Il s'agit néanmoins du deuxième attentat en moins d'un mois. Le 8 juin, 12 élèves policiers de la communauté Hazara ont été tués lors de l'attaque de leur véhicule dans le centre de la ville. Au Pakistan, la minorité chiite représente environ 20 % des 145 millions de Pakistanais, musulmans à 97 %.

Rehman évoque l'implication de certains partis religieux, l'intervention des services secrets pakistanais, l'incapacité du gouvernement d'assurer la sécurité de ses citoyens, la corruption de la police et l'obscurantisme d'un système discriminatoire instauré au temps de la dictature de Zia-ul-Aq, le général qui a dirigé le pays d'une main de fer jusqu'à sa mort en 1988.

À Islamabad, on parle plutôt de la « main de l'étranger », de l'appui de mercenaires indiens, iraniens ou afghans. Et ainsi, les accusations s'entrechoquent pour masquer le malaise intérieur et détourner l'attention d'une politique nationale déficiente et d'un gouvernement qui n'est pas en mesure de maîtriser la menace intérieure.

Au loin, Quetta inquiète. Tandis que de nouvelles frontières se dressent entre les communautés religieuses du pays, à l'heure du couvre-feu décrété par le gouvernement central, les jeunes prennent d'assaut les rues du centre-ville pour jouer au cricket et narguer l'armée.

Catherine Pappas, journal Alternatives

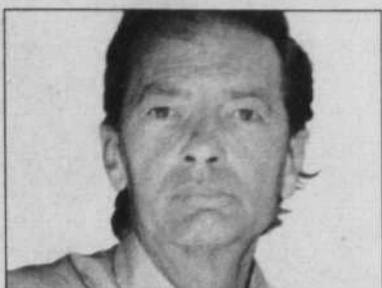
L'auteure est chargée de projets pour l'Asie centrale à Alternatives.



L'attentat d'une mosquée chiite dans le sud-ouest du Pakistan, qui a fait au moins 48 morts et 65 blessés, a fait la une des journaux pendant plusieurs jours.

Billet

Danger ! La droite au scrutin



Gil Courtemanche

Il y a quelques semaines en France, sur le plateau dénudé du Larzac, littéralement brûlé par une canicule insoutenable, 250 000 personnes se sont réunies durant trois jours pour mesurer les progrès faits depuis les débuts du mouvement altermondialiste et évaluer des pistes futures. Durant cette grande messe alternative et solidaire, quelques jeunes radicaux en ont profité pour démanteler le stand du Parti socialiste français, accusé de composer avec le néolibéralisme.

À peu près au même moment, à l'autre bout de la planète, en Californie, l'acteur Arnold Schwarzenegger annonçait qu'il serait candidat au poste de gouverneur de cet État et a rapidement pris la tête dans les sondages d'opinion. En Australie, d'où j'écris ces lignes, le Labour Party est en crise et constate que les jeunes abandonnent de plus en plus ce parti qu'ils appuyaient traditionnellement. Ils le quittent pour le Green Party ou pour militer dans le mouvement associatif. Lors d'un récent séjour en Grande-Bretagne, j'ai pu constater le même phénomène, une tendance qui s'accroît au fur et à mesure que les mensonges et les manipulations de l'opinion publique tramés par le gouvernement Blair pour justifier la guerre en Irak deviennent publics.

De prime abord, rien ne relie ces événements. Or, ils illustrent une tendance lourde dans l'évolution des démocraties occidentales. La politique traditionnelle fait de moins en moins recette. Aux États-Unis, la désaffection à l'égard de la politique est telle qu'elle a permis l'élection d'un fondamentaliste religieux et impérial qui représente un courant largement minoritaire de la société américaine. Elle permettra aussi peut-être l'élection d'une montagne de muscles à la tête de l'État américain le plus peuplé et le plus riche. Chez nous, on l'a vu lors des élections québécoises, la participation au scrutin a connu une chute historique. La mobilisation autour de la guerre en Irak a d'autre part démontré une politisation croissante de tous les secteurs de la société.

Certains se réjouiront de ce rejet de plus en plus dramatique de la politique traditionnelle. Ce pourrait être une courte joie et un cul-de-sac si nous continuons à quitter la politique classique pour l'abandonner aux seules personnes qui l'utilisent pour en profiter, c'est-à-dire les professionnels carriéristes des partis traditionnels. Le problème de l'existence d'une alternative politique réelle et progressiste se pose de plus en plus avec une urgence exceptionnelle. Car si nous persistons à nous contenter de forums sociaux, de manifestations monstres et de grands rassemblements alternatifs, il n'y aura plus que des gens de droite pour remplir les boîtes de scrutin et organiser nos vies.

Gil Courtemanche, chroniqueur politique, journal Alternatives

L'auteur est écrivain et chroniqueur pour Le Devoir.



Les soldats rebelles de Manille



Naomi Klein

Pas facile d'attirer l'attention des médias cet été. Le 27 juillet, 300 jeunes soldats philippins ont investi un centre commercial de Manille avec des explosifs C-4, en accusant leur gouvernement, un des alliés les plus proches de Washington, d'avoir fait exploser ses propres bâtiments pour recevoir du financement militaire américain. Malgré ce tapage, ils n'ont pas réussi à défrayer les manchettes internationales.

Et c'est bien dommage pour nous. En effet, à la suite de l'attentat survenu à Djakarta le 5 août et de la publication d'un rapport des services secrets qui révèle que les attentats du 11 septembre ont été préparés à Manille, il semble bien que l'Asie du Sud-Est deviendra sous peu le prochain front sur lequel se jouera la guerre menée par Washington contre le terrorisme.

Les Philippines et l'Indonésie n'ont pas été incluses dans l'axe du mal, mais les deux pays offrent à Washington ce que l'Iran et la Corée du Nord n'ont pas : des gouvernements prêts à assurer au Pentagone une victoire facile. La présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo, et celle de l'Indonésie, Megawati Soekarnaputri, se sont ralliées à la croisade de Bush qui leur offre une parfaite couverture pour l'élimination brutale des mouvements séparatistes situés dans des régions riches en ressources – Mindanao aux Philippines et Aceh en Indonésie.

Aux Philippines, l'aide militaire américaine est passée de deux millions de dollars US en 2001 à 80 millions par année. Entre temps, des soldats américains et des forces spéciales sont arrivés en force à Mindanao pour tenter de neutraliser le groupe Abu Sayyaf, supposément lié à Al Qaïda, selon la Maison Blanche.

Une alliance ébranlée

Mais à la mi-février, l'alliance américano-philippine a subi un important recul. À la veille d'une opération militaire conjointe impliquant plus de 3 000 soldats américains, un porte-parole du Pentagone a déclaré que les troupes américaines aux Philippines participeraient « activement au combat » – une entorse à la politique de l'administration Arroyo qui avait affirmé que les soldats américains ne participeraient qu'aux « entraînements ».

La différence est significative : un article dans la Constitution philippine interdit les combats menés par des forces étrangères sur son territoire. Cette clause avait été adoptée pour empêcher le retour des bases militaires américaines, bannies des Philippines en 1992. La réaction de la population a été tellement vive que l'opération au complet a dû être annulée, et les futures opérations conjointes, suspendues.

Depuis six mois, alors que tous les regards étaient tournés vers l'Irak, les incidents armés ont considérablement augmenté dans la région de Mindanao. Maintenant, la question est de savoir qui en est responsable. Le gouvernement accuse le Front moro de libération islamique. Les rebelles pointent du doigt le gouvernement, en affirmant que la menace terroriste est exagérée pour justifier l'augmentation du budget militaire et du nombre d'interventions américaines.

Accusations

Selon les soldats rebelles, des militaires haut placés, agissant pour le compte du régime d'Arroyo, sont responsables du bombardement de l'aéroport de Davao, en mars, et de plusieurs autres attentats. Ils accusent l'armée d'avoir encouragé le terrorisme à Mindanao en vendant des armes et des munitions à des groupes que les soldats étaient supposés combattre. Ils affirment aussi que des membres de l'armée et de la police ont aidé des prisonniers condamnés pour terrorisme à s'échapper de prison, la preuve étant l'évasion de Rohman al-Ghozi d'une prison à haute sécurité de Manille. Ce dernier

est un expert en explosifs lié à l'organisation terroriste Jemaah Islamiyah, tenue responsable de l'attentat de Bali et de Djakarta.

Arroyo nie ces allégations et accuse à son tour les rebelles de faire le jeu de l'opposition politique. Les rebelles insistent pour dire qu'ils ne cherchent pas le pouvoir, mais qu'ils veulent seulement exposer au grand jour une conspiration de haut niveau. Lorsque Arroyo a promis d'ouvrir une enquête sur ces allégations, la mutinerie a cessé sans violence.

Même si les tactiques des rebelles ont largement été condamnées par la population philippine, il a été reconnu dans la presse, et même à l'intérieur de l'armée, leurs critiques étaient « valables et légitimes », comme me l'a affirmé le capitaine à la retraite, Danilo Vizmano.

Les journaux locaux ont rapporté que la vente d'armes aux rebelles « était un secret bien connu d'une grande partie de la population ». Le général Narciso Abaya, chef d'état-major, a admis qu'il existe « une corruption à tous les niveaux » au sein de l'armée. La police a reconnu qu'al-Ghozi n'aurait pas pu s'enfuir de prison sans l'aide de quelqu'un de l'intérieur. Et encore plus révélateur, Victor Corpus, chef des services secrets, a démissionné même s'il a nié avoir joué un rôle dans les bombardements de Davao.

Les soldats rebelles ne sont pas les premiers à accuser le gouvernement philippin de bombardier sa propre population. Quelques jours avant la mutinerie, une coalition formée de groupes religieux, d'avocats et d'organisations non gouvernementales avait entrepris d'enquêter sur les rumeurs persistantes selon lesquelles l'État était impliqué dans les événements de Davao. Elle estime aussi que les services secrets américains pourraient être impliqués.

L'affaire Meiring

Ces doutes ont fait surface à la suite d'un accident bizarre, survenu le 16 mai 2002, à Davao. Hospitalisé après avoir provoqué une explosion dans sa chambre d'hôtel, Michael Meiring, un citoyen américain, aurait été emmené par deux agents du FBI vers les États-Unis. Les officiers locaux ont demandé que Meiring soit retourné aux Philippines pour faire face à des accusations, mais sans succès. *Business World*, un important journal des Philippines, a publié une série d'articles accusant Meiring d'être un agent de la CIA impliqué dans des actions secrètes « pour justifier l'implantation des troupes et des bases américaines à Mindanao ».

L'affaire Meiring n'a jamais été rapportée par la presse américaine. Et les allégations des rebelles n'ont fait l'objet que de brèves, le temps d'une journée. Peut-être que tout cela paraît trop incroyablement : un gouvernement hors contrôle, embrasant les flammes du terrorisme pour augmenter son budget militaire, conserver le pouvoir et violer les libertés civiles.

Pourquoi les Américains seraient-ils intéressés par de tels événements ?

Naomi Klein, collaboration spéciale

L'auteure est journaliste et a rédigé plusieurs ouvrages, dont *No Logo*.


La version originale anglaise de cet article a été publiée dans le magazine *The Nation*.

Traduction : Louise-Anne Maher

L'éducation pour agir



Les 23 000 membres
de la Fédération nationale des enseignantes
et des enseignants du Québec (CSN),
œuvrant dans les cégeps, les universités
et les établissements privés,
agissent pour favoriser une éducation citoyenne
au sein d'une société juste et démocratique.

fneeq  CSN

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 copies. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et publié dans l'édition du 27 août du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION : Daphnée Dion-Viens – RÉDACTION : France-Isabelle Langlois et Daphnée Dion-Viens – COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas et Fred A. Reed – RÉVISION DES TEXTES : François Roberge – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet – DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois
Montréal — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122
Québec — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000
Courriel : comm@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

L'économie sociale sur la corde raide

Quatre mois après l'arrivée au pouvoir à Québec du nouveau gouvernement libéral de Jean Charest, les milieux de l'économie sociale sont inquiets. Des dossiers sont en attente, vivotant parfois même entre deux ministères, alors que d'autres ont déjà reçu un refus qui semble sans appel.

Dès le départ, le gouvernement de Jean Charest s'est appliqué à marquer une coupure bien définie entre lui et son prédécesseur, le Parti Québécois (PQ). Le premier budget libéral, au lendemain des élections, témoignait plus d'un souci de « stabilisation financière » que de développement économique. Les priorités ne sont pas les mêmes et apparemment le PL ne se sent pas tenu par les engagements du PQ.

À la veille de la rentrée, des organisations de toutes sortes, qui mènent leurs activités depuis plusieurs années, sont inquiètes quant à leur survie. Nancy Neamtan, directrice du Chantier de l'économie sociale, se dit peu rassurée : « Beaucoup de choses demeurent inconnues et inquiétantes. Le discours [du PL] est difficile à suivre. Sur le plan idéologique, on a beaucoup de raisons d'être inquiet. » Mme Neamtan en veut pour preuve le débat entourant les centres de la petite enfance. Au Chantier de l'économie sociale, l'équipe venait de faire un bilan, après cinq ans d'existence. Pour elle, il n'y avait pas de doute, l'expérience était concluante et positive. Mais le gouvernement croit que le secteur privé serait tout aussi performant, et probablement plus.

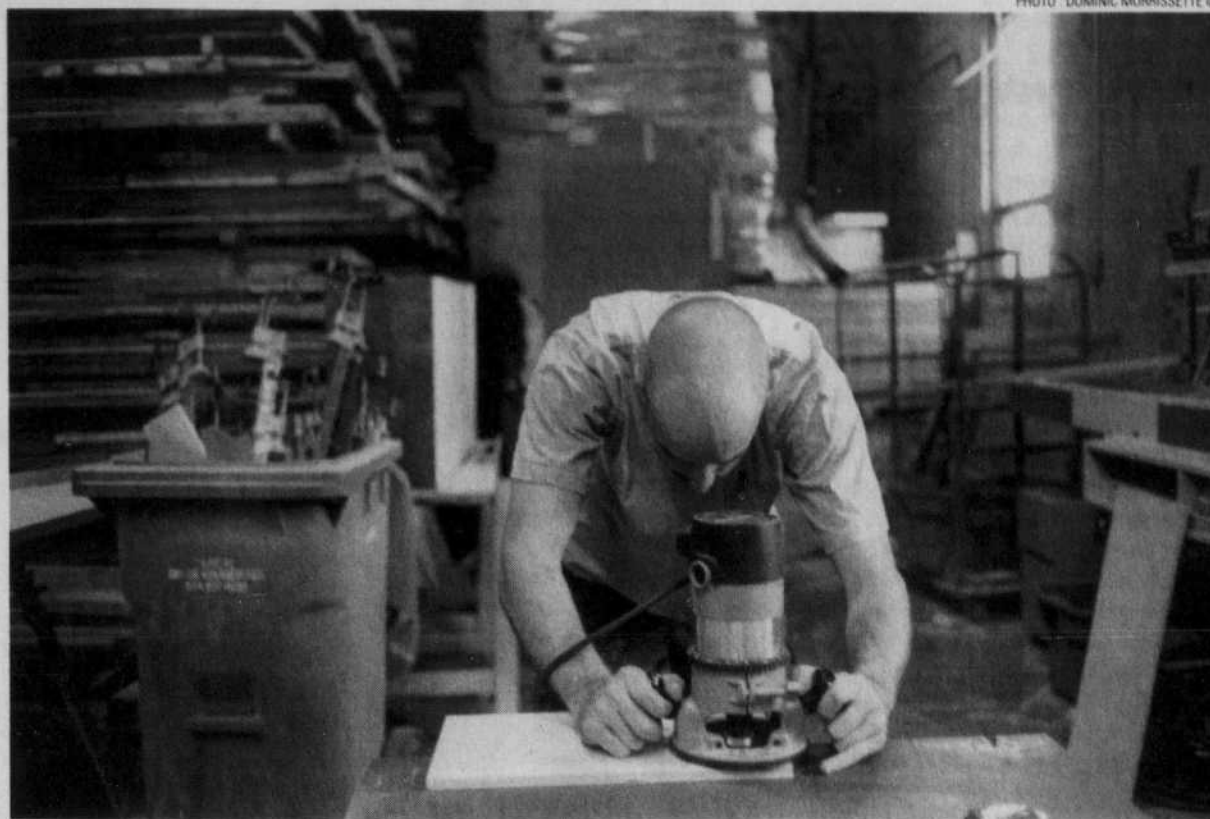
Du côté du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), même son de cloche. La directrice générale, Élise Tessier, affirme que la situation de l'organisation est critique à l'heure actuelle. « Le contrat que nous avons signé avec le PQ se termine en décembre 2003, et jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons aucune nouvelle, à savoir s'il sera reconduit ou non, et si oui, à quelle hauteur. » Comme le RISQ est une organisation privée de financement sans but lucratif, il a la chance de pouvoir utiliser ses revenus autogérés, provenant des intérêts sur les prêts consentis aux diverses entreprises d'économie sociale. Mais ces revenus, sont minimes, étant donné la nature des projets financés. Mme Tessier affirme que les réserves seront épuisées en peu de temps.

Si le contrat entre le gouvernement du Québec et le RISQ n'était pas renouvelé, ce n'est donc pas seulement le RISQ qui serait en péril, mais l'ensemble des organisations et entreprises qu'il finance, soit 231 en tout. Des coopératives de travailleurs en restauration, de messagerie ou de développement durable en région, comme des centres de la petite enfance, des entreprises de production agricole, des centres récréotouristiques, des organismes culturels. À Montréal, mais aussi au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans Chaudière-Appalaches, à Québec, en Outaouais, en Gaspésie et dans toutes les autres régions de la province.

La clé dans la porte

Nul doute, pour Élise Tessier, le retour des vacances est difficile et angoissant. « On ressent le changement d'orientation au sein du gouvernement », laisse-t-elle échapper, dans un soufre. Elle sait que plusieurs entreprises sont déjà en péril, ayant reçu un non apparemment définitif de la part du gouvernement. La directrice générale ne veut pas divulguer les noms de ces entreprises avant que celles-ci ne le fassent elles-mêmes. Elle donne toutefois l'exemple, rendu public, de Faites de la musique ! (FDM), qui s'est vu refuser un financement de 700 000 dollars pour la prochaine année, qui avait été promis par le PQ.

L'organisme à vocation culturelle qui produisait plusieurs événements, tels les Francouvertes – un concours qui a permis à plusieurs jeunes chanteurs et groupes de se faire connaître – a dû mettre à pied la totalité de ses employés au début de l'été. À la direction, on fait des pieds et des mains pour sauver ne serait-ce que l'ancienne caserne de pompiers, rue Ontario, complètement restaurée au cours de l'hiver pour accueillir les nouveaux locaux et diverses activités produites par FDM. Le gouvernement avait investi près de trois millions de dollars dans



Stéphane Bouchard travaille depuis un mois et demi à l'Atelier de bois Angus, une entreprise financée par le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Pour la directrice de l'atelier, Johanne Lavoie, il ne fait pas de doute que les nouvelles coupures dans le secteur de l'économie sociale vont rendre le mandat social lié à son entreprise encore plus difficile, voire impossible.

cet aménagement et le RISQ avait également injecté 50 000 dollars.

Branle-bas de combat

C'est donc le branle-bas de combat du côté des entreprises d'économie sociale. La nouvelle session parlementaire vient de débiter à Québec et tous pressent le gouvernement pour avoir une réponse. « Cela crée un climat d'incertitude, explique Élise Tessier. Ce sont des entreprises qui sont en place, on ne peut pas dire aux employés de se mettre en chômage en attendant. Les gens vont se replacer ailleurs et on perdra l'expertise. On aurait souhaité que le gouvernement agisse dans la continuité, le temps d'établir une nouvelle politique claire. On le sent désorganisé. »

Pour Nancy Neamtan, du Chantier, et également présidente du RISQ, l'heure n'est pas encore au découragement. Elle est cependant persuadée que l'appui du gouvernement libéral à la société civile pour le développement des communautés locales sera moindre. « Mais, on essaie d'en sauver le plus possible et de garder le contrôle, soutient-elle. Je pense que le mouvement de l'économie sociale s'est enraciné solidement et que ce n'est pas quelque chose qui va mourir. On peut être optimiste en notre capacité de continuer à agir. »

France-Isabelle Langlois, rédactrice, journal Alternatives

C'est le branle-bas de combat du côté des entreprises d'économie sociale. Il semble évident que l'appui du gouvernement libéral à la société civile pour le développement des communautés locales sera moindre.

Visage immigrant

Pour l'amour du thé

Deux jeunes femmes, complices et amies, ont cherché à s'intégrer dans leur culture d'accueil par le biais d'une des traditions les plus chères à l'Asie : le rituel du thé. Baptisé tout simplement O-Cha-I – thé dans différentes langues –, le salon de thé est niché dans un sous-sol aux murs de pierres qui baigne dans les envoûtantes effluves de *chai*. Quand la tradition devient le prétexte d'un lieu d'échanges...

Originaire de Beijing, Phoebe a habité longtemps à Hong Kong avant de se rendre à de multiples reprises à Vancouver pour ses études. Lorsqu'elle séjourne à Hong Kong, Phoebe fréquente les salons de thé, découvrant ce rituel millénaire qu'elle décrit comme



Hiroko Fukuhara et Phoebe Lu dans le salon de thé O-Cha-I, situé sur la rue Saint-Denis à Montréal.

une façon de vivre : « Pour prendre le thé, il faut prendre le temps, pour en apprécier le goût et le travail des gens qui l'ont cultivé. » Cette tradition, pour elle retrouvée, lui fait prendre conscience de son identité. De retour à Vancouver, elle croise sur son chemin un Québécois qui la mènera jusqu'à Montréal. Son arrivée est marquée par le sentiment d'être étrangère, autant à cette langue nouvelle qu'à sa culture d'accueil. Ayant remarqué que la communauté chinoise et québécoise vivent en parallèle, sans véritablement se rejoindre, elle ouvre un an plus tard son salon de thé, espérant ainsi parvenir à construire « un pont entre les communautés chinoise et québécoise ». Cette idée signe son intégration à sa culture d'accueil et lui permet de mieux la comprendre.

Le parcours d'Hiroko, originaire du Japon, est quelque peu différent. De passage à Montréal pour étudier l'anglais, elle tombe sous le charme de la ville et de sa diversité. Elle décide d'y aménager et de s'attaquer... au français. Lorsque vient le moment de trouver du travail, elle se dirige tout naturellement vers le salon de thé qu'elle fréquentait déjà. L'intérêt d'Hiroko pour cette tradition remonte à une formation suivie au Japon qui lui permet de prendre conscience du caractère rituel de cet acte, se situant dans « un espace hors du quotidien ». Elle réalise rapidement la difficulté de « conserver les traditions dans la société moderne » et, accordant elle aussi une grande importance à la diffusion culturelle, elle croit qu'il faut « créer ces opportunités ».

Les deux femmes ont bien vite réalisé que « prendre le thé » est une nouvelle habitude pour les Québécois. Chaque thé a ses vertus, ses saveurs, voire sa saison. Elles s'efforcent de faire découvrir cet aspect à leurs invités. Car au O-Cha-I, nul n'est client, mais plutôt invité ou ami. Au-delà d'un salon de thé, c'est un véritable carrefour culturel, un lieu d'échanges ponctué d'un calendrier d'événements qui permettent d'initier les hôtes à la cérémonie du thé, à la dégustation et même aux chants de gorge.

« Le O-Cha-I est cet espace où l'on peut transmettre aux gens une connaissance d'une culture différente », affirme Hiroko. Pour Phoebe, le salon de thé est aussi un endroit où on peut « partager et apprendre des gens de différents coins du monde ». Comme quoi la nécessité de retrouver ses racines peut également être synonyme d'ouverture vers d'autres cultures.

Alexandra Gilbert, journal Alternatives

Alternatives, c'est aussi à Québec !



Stage Québec sans frontières au Chili, en théâtre et en éducation populaire

RENCONTRE D'INFORMATION LUNDI 15 SEPTEMBRE à 18 h
Centre Lucien-Borne, salle 302, 100, chemin Ste-Foy, Québec
Date limite d'inscription : 19 septembre
www.alternatives.ca/stages



Assemblée d'Alternatives à Québec

Résistances contre l'empire
avec Pierre Beudet, directeur général

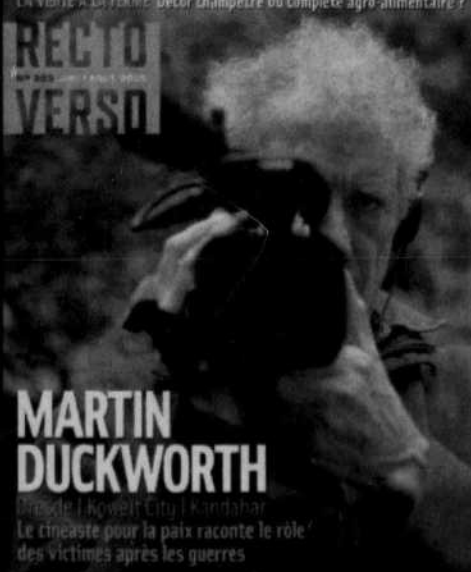
LUNDI 15 SEPTEMBRE à 19 h 30 au Centre Lucien-Borne, salle 308, 100, chemin Ste-Foy, Québec

Pour plus d'information :
(418) 521-4099

266, rue St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2

Alternatives
... pour un monde différent

PARCE QUE
SAVOIR
C'EST
POUVOIR



MARTIN
DUCKWORTH

Président de la Ligue canadienne
Le cinéaste pour la paix raconte le rôle
des victimes après les guerres

Edition 303 mai/juin 2003 >

**RECTO
VERSO**

Abonnement d'un an
 Groupe/Institution 25\$
 Individu 20\$
 Étudiant 15\$

À l'étranger
 Individu 30\$
 Institution 40\$

Faire parvenir votre chèque
ou mandat poste à :
Revue Vie Ouvrière inc.
1215, Visitation, bureau 101
Montréal (Québec) H2L 3B5

Abonnez-vous au plus important magazine
communautaire indépendant du Québec.

Analyses d'enjeux sociaux, reportages, dossiers spéciaux.
Recto Verso, pour avoir « l'autre information ».

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

Livres

ESSAI

Culture et mondialisation

Sous la direction des politologues
David R. Cameron et Janice Gross Stein

Cet ouvrage étudie le phénomène de la mondialisation à partir de ses liens et impacts sur la société, la culture, les gouvernements et le concept d'État-nation. Les auteurs y abordent plusieurs thèmes dont le développement d'une économie mondiale du divertissement, la place des technologies de la communication au sein du phénomène, de même que les questions liées à la citoyenneté et au rôle de l'État en tant que référent social.

Les questions liées au rôle de l'État dans le nouvel ensemble mondial, à ses capacités à se redéfinir et à « influencer les processus mondiaux » afin d'honorer son « contrat social » avec ses citoyens, sont au cœur des réflexions des six chercheurs. C'est qu'avec le développement de structures supranationales et le « déplacement du contrôle vers le haut et à l'extérieur de l'État », plusieurs questions méritent d'être amenées sur la place publique.

Avec son argumentaire bien documentée qui repose sur des exemples principalement canadiens, le livre de Cameron et Gross Stein est des plus intéressants. On reconnaît aussi à ses auteurs le mérite de poser un regard critique sur de nombreuses idées véhiculées tant par les détracteurs de la mondialisation que par ses défenseurs.

Contestation et mondialisation est donc un livre complet qui présente clairement les enjeux et les choix auxquels sont aujourd'hui confrontés autant les gouvernements que les citoyens.

CONTESTATION ET MONDIALISATION. REPENSER LA CULTURE ET LA COMMUNICATION, de David R. Cameron et Janice Gross Stein, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 2003, 219 pages.

Christian Bolduc, journal Alternatives

ROMAN

La Saison des Fous

De l'auteur angolais José Eduardo Agualusa

Une grand-mère rappelle à sa petite-fille qu'une mante religieuse s'était posée sur sa poitrine, peu après sa naissance. « La vie va te manger », avait-elle prédit.

La vie de la poétesse Lídia do Carmo Ferreira, disparue à Luanda, la capitale angolaise en 1992, sert de prétexte au roman. La poétesse angolaise apparaît comme un point de repère qui permet d'ordonner un chaos, de dire la folie, de comprendre un passé pas si lointain lorsque l'Angola a été déchiré par les idéologies des autres, par un passé marqué par le colonialisme.

C'est le fil conducteur d'un roman écrit comme on tisse une courtoisie. Les chapitres sont autant de jours, de souvenirs, de discussions, de rencontres, de déchirements, d'entrevues avec Lídia do Carmo Ferreira, d'extraits de ses écrits. Les personnages qui se croisent en Europe ou en Angola ont tous une histoire à raconter. Un passé et un présent. Ils rêvent d'un avenir. Le cri de ralliement lancé par un ami de Lídia — « Allons redécouvrir l'Angola ! » — porte en lui les germes de l'indépendance, d'une volonté de réappropriation culturelle. Mais les dissensions idéologiques divisent le peuple, les clivages à la fois ethniques et sociaux s'érigent, les amis deviennent ennemis.

L'auteur, d'origine angolaise, dresse un vibrant portrait de l'histoire récente de l'Angola dans un style qui allie symbolisme mythique, extraits de poèmes ou d'entrevues et, surtout, une écriture réaliste d'une grande intensité.

LA SAISON DES FOUS, de José Eduardo Agualusa, traduit du portugais (Angola) par Michel Laban, collection Continents Noirs, Gallimard, 2003, 263 pages.

Alexandra Gilbert, journal Alternatives

OUVRAGE

Tchéchénie. Dix clés pour comprendre

Par le Comité Tchétchénie

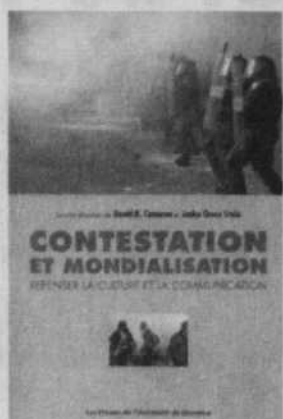
Tchéchénie : Dix clés pour comprendre constitue un des rares ouvrages offrant un regard critique et une analyse détaillée sur la guerre sanglante entre la Russie et cette petite république située au nord du Caucase qui réclame son indépendance.

La campagne de désinformation que poursuit le gouvernement russe et l'espionnage dont il accuse les organisations humanitaires, combinés au désengagement de la communauté internationale, imposent un silence de plus en plus lourd, à mesure que les années passent. Toutefois, les auteurs, s'étant rendus à maintes reprises en Tchétchénie, décortiquent de manière concise la complexité des enjeux entourant le conflit qui s'y déroule à huis clos, depuis près d'une décennie. Ils révèlent les motivations cachées des principaux acteurs impliqués dans le conflit sur le plan national et international et offrent un portrait désolant des répercussions de la guerre au sein des sociétés tchéchène et russe.

Fait-on la guerre pour le pétrole ? Quel est le rôle des islamistes dans le conflit ? Qui est responsable des violences envers les civils et pourquoi la guerre se poursuit-elle ? Voilà quelques-unes des dix questions auxquelles répondent les auteurs afin de remettre le conflit en Tchétchénie au cœur du débat public.

TCHÉTCHÉNIE. DIX CLÉS POUR COMPRENDRE, par le Comité Tchétchénie, préface de Sophie Shihab, Paris, Éditions La Découverte, 2003, 197, 125 pages.

Csilla Kiss, collaboration spéciale

Silence !
On tourne aussi au Sri Lanka

Prasanna Vithanage, cinéaste sri lankais, est à Montréal cette semaine pour présenter son dernier film, *Soleil d'août*, en compétition officielle au Festival des films du monde (FFM). Si le réalisateur est un parfait inconnu pour le public québécois, que dire du cinéma sri lankais dans son ensemble ? Le FFM sera sans doute l'occasion de découvrir, entre autres, un cinéma et un pays passés sous silence.

Rejoint il y a quelques jours à Colombo, la capitale du Sri Lanka, Prasanna Vithanage était visiblement plus qu'heureux que l'on s'intéresse à lui et à son travail, avant même son arrivée à Montréal. D'emblée, il tient à exprimer son bonheur de participer à un festival comme celui de Montréal, qui porte une attention particulière, selon lui, au cinéma étranger : « Je suis très excité d'y présenter mon film. »

On s'en doute, si *Soleil d'août* est le cinquième film du cinéaste, âgé de 41 ans, aucun de ses autres films n'a déjà été projeté sur nos écrans, même s'ils ont remporté plusieurs prix, au Sri Lanka comme à l'étranger. En fait, ils ne sont nulle part distribués en Amérique du Nord. Son avant-dernier film, *Death on a Full Moon Day*, a pourtant gagné le prix du meilleur film au Festival international du film d'Amiens en France en 1997, alors qu'il avait été interdit par le gouvernement sri lankais, sous prétexte que cette œuvre allait porter un coup au moral des troupes. Le film, de fait, dresse le portrait de l'armée sri lankaise au front. Une armée composée de jeunes gens affamés, réduite à n'être que de la chair à canon.

Au bout du sous-continent
Le Sri Lanka est un petit pays perdu au bout du sous-continent, entouré de l'océan Indien. Un petit pays d'à peine plus de 18 millions d'habitants, déchiré par une guerre civile qui perdure depuis plus de 20 ans, surtout marquée par le mouvement séparatiste tamoul. Comme dans plusieurs autres pays en développement, petits et pauvres, ce genre



Une scène du long métrage *Soleil d'août* du cinéaste sri lankais Prasanna Vithanage, présenté en compétition officielle dans le cadre du Festival des films du monde de Montréal.

de tensions intercommunales crée un climat suspicieux au sein de la classe politique qui, construite dans ce cas sur le modèle de la république démocratique et menant pour l'heure un projet de fédéralisation, n'en demeure pas moins encline à la répression.

Voilà, semble-t-il, la trame de fond de tous les films de Prasanna Vithanage, qui dit faire des œuvres « qui mettent en scène des individus qui se battent contre le système ». Des films à l'image même du cinéaste, selon toutes vraisemblances. Ce n'est certes pas facile de critiquer ouvertement et franchement la société et le gouvernement sri lankais. C'est sans doute encore plus difficile caméra au poing. À cette difficulté, il faut ajouter la quasi-inexistence du financement et du soutien, ne serait-ce que logistique, de l'État.

Pourtant, lorsque l'on évoque ces contraintes, le réalisateur n'en fait pas un cas outre mesure. « Oui, bien sûr que ce n'est pas facile de faire du cinéma dans un pays ravagé par la guerre civile. Mais quand je lis sur les réalisateurs d'autres pays où le contexte est tout aussi difficile, je me dis que ce n'est pas pire qu'ailleurs. »

Une lueur d'espoir
N'empêche, selon le Asian Film Centre, l'état général du cinéma sri lankais ne laisse pas entrevoir beaucoup d'espoir. L'industrie cinématographique

subit de sévères compressions qui, combinées à l'instabilité politique, bloquent l'émergence d'un cinéma dynamique et créatif. De sorte que Prasanna Vithanage y est décrit comme la seule lueur d'espoir, et comme un réalisateur innovateur et totalement dévoué au cinéma.

Pour le réalisateur sri lankais, qui affirme que « les dynamiques de société sont ce qui l'intéresse le plus », ses films sont un moyen de penser la société, ce qui fonctionne et ne fonctionne pas.

Ira Madiyama (*Soleil d'août*), présentement en compétition officielle au FFM, est inspiré d'événements réels, où conflits ethniques et renforcement des combats entre les forces armées sri lankaises et la guérilla séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) se conjuguent.

Trois intrigues prennent ainsi place en parallèle, se déroulant dans trois régions différentes du pays. Trois histoires de gens ordinaires pris malgré eux dans les affres d'une guerre civile dévastatrice. Une tragédie humaine, nous dit le synopsis. Une inévitable et lamentable crise entre les communautés cingalaise, tamoule et musulmane, les trois principaux groupes ethniques du Sri Lanka.

France-Isabelle Langlois,
rédactrice, journal Alternatives

Don Quichotte au Vermont

Je me suis retrouvé cet été dans le petit village de Glover, dans le nord du Vermont, pas loin du poste frontalier de Stanstead. Pourquoi Glover, ce village parmi les collines vertes ? Parce qu'avec ses quelques centaines d'âmes, le village est devenu le quartier général du Bread and Puppet Theater, une des institutions de la dissidence américaine depuis quasiment 40 ans.

Au bord d'une route asphaltée, on trouve des granges, dont la plus grande abrite un théâtre, un musée gratuit qui met en valeur le passé de la troupe, des maisons où logent ses membres et, en face, un grand terrain qui agit comme scène pour le cirque de la troupe, le Victory Over Everything Circus.

Dans ses années de gloire, le Bread and Puppet Theater, fondé à New York par un immigrant allemand, était un centre *d'agit-prop*, une grande force de théâtre de rue, alliant des formes de l'expressionnisme allemand à la *commedia dell'arte*, toujours à conscience sociale aiguë, mettant l'art au service du message. Le Bread and Puppet, je l'avais presque oublié. Mais en errant à travers son musée, des images surgies de la fin des années 1960, de Haight-Ashbury à San Francisco et de Washington Square dans le Greenwich Village, me sont revenues.

Quel sentiment curieux que de parcourir ce musée et de retrouver les mêmes accessoires utilisés dans le théâtre de rue pour protester contre la guerre au Vietnam ! Mais la nostalgie n'était pas que douce. Est-ce qu'on a si peu avancé ? Les énormes marionnettes, dix pieds de haut, sinon plus, auraient-elles encore pu servir 35 ans plus tard, lors d'une contestation de la plus récente agression de l'armée américaine ?

J'ai assisté au cirque un dimanche après-midi. La victoire

en question, c'était celle des États-Unis de Bush. Cette Amérique triomphe sur tout ce qui bouge, à partir du diabolisé Saddam Hussein. Le cirque pêche aux convertis et la réception était enthousiaste. Mais j'ai constaté un manque de feu, malgré les applaudissements sur le grand pré de Glover. Des dames dans la soixantaine ou plus, granola jusqu'aux ongles, la tendance éco-bio remplaçant la flamme politique, un peu comme le « Earth Day » récupérait les énergies antiguerrre au Vietnam après 1970. Ce qui m'a fait penser au commentaire d'une amie américaine, assez âgée, à propos de la guerre en Irak : « Impossible de protester contre cette guerre, s'est-elle lamentée. C'est le consensus positif total. On dirait que j'ai passé ma vie à manifester – pour rien. »

C'est un sombre moment pour les énergies progressistes aux États-Unis. La NPR, la radio publique américaine, en est un bon exemple. Jusqu'où ira ce réseau, supposément alternatif, dans ses critiques des intérêts commerciaux du pays alors qu'il est subventionné par les grandes entreprises ?

David Homel, chroniqueur culturel, journal Alternatives

L'auteur est chroniqueur littéraire à *La Presse* et a publié plusieurs romans.



David Homel

Abonnez-vous au journal Alternatives !

UN MENSUEL INDÉPENDANT DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS DE COPIES À TRAVERS LA PROVINCE.



En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille pour vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
Journal Alternatives
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____
Courriel _____

alternatives
LE JOURNAL

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :
www.alternatives.ca

Septembre 2003

Tu cherches
la marge ?
Nous aussi !
www.cismfm.qc.ca

CISM
89,3 FM
la marge